



Haute École  
Galilée

# **RÈGLEMENT ORGANIQUE**

**En vigueur au 14 septembre 2020**

## PRÉAMBULE

Le présent règlement organique définit la composition de la communauté de l'asbl Haute École Galilée, en abrégé HEG (numéro d'identification 458 880274), dont le siège social est établi Rue Royale 336, 1030 Bruxelles, le fonctionnement de ses instances, les droits et les obligations spécifiques de chacun de ses membres, en conformité avec ses statuts coordonnés du 6 septembre 2007 (MB 10/10/2007).

A l'instar de la législation dont ils s'inspirent, le Règlement organique de HEG fait référence aux personnes en utilisant le masculin en vue d'assurer la lisibilité du texte. Cette commodité ne préjudicie pas des dispositions du décret du 21 juin 1993 sur la féminisation des noms de métier, et n'atténue en rien la fidélité de la Haute École aux valeurs d'égalité de traitement de toute personne, telles que prônées entre autres dans sa charte.

Le présent règlement est établi en application de la législation scolaire, en particulier :

- le décret du 25 juillet 1996 relatif aux charges et emplois des Hautes Écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française;
- la loi du 4 août 1996 relative au bien-être de travailleurs lors de l'exécution de leur travail ;
- le décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française;
- le décret du 24 juillet 1997 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française;
- le décret du 8 février 1999 relatif aux fonctions et titres des membres du personnel enseignant des Hautes Écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française;
- le décret du 12 décembre 2000 définissant la formation initiale des instituteurs et des régents, et ses arrêtés d'application;
- le décret du 20 juillet 2005 relatif aux droits complémentaires perçus dans l'enseignement supérieur non universitaire ;
- le décret du 2 juin 2006 établissant les grades académiques délivrés par les Hautes Écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française et fixant les grilles horaires minimales;
- le décret du 20 juillet 2006 relatif aux droits et aux frais perçus dans l'enseignement supérieur non universitaire ;
- l'arrêté du 20 juillet 2006 du Gouvernement de la Communauté française, fixant la liste des frais appréciés au coût réel afférents aux biens et aux services offerts aux étudiants qui ne sont pas considérés comme perception d'un droit complémentaire par les Hautes Écoles (...);
- l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 mai 2007 définissant ce qu'il y a lieu d'entendre par étudiant de condition modeste dans l'enseignement supérieur hors universités ;
- le décret du 20 juin 2008 relatif aux membres du personnel administratif des Hautes Ecoles, des Ecoles supérieures des Arts et des Instituts supérieurs d'Architecture organisés ou subventionnés par la Communauté française ;
- le décret du 18 juillet 2008 du Gouvernement de la Communauté française, démocratisant l'enseignement supérieur, œuvrant à la promotion de la réussite des étudiants et créant l'Observatoire de l'enseignement supérieur ;
- l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 7 mars 2013 fixant les passerelles donnant accès aux études organisées en Hautes Écoles
- le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études ;
- le décret du 11 avril 2014 adaptant le financement des établissements d'enseignement supérieur à la nouvelle organisation des études ;

- l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juin 2016 déterminant les modèles des diplômes et des suppléments aux diplômes délivrés par les établissements d'enseignement supérieur et les jurys d'enseignement supérieur de la Communauté française
- l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 juin 2016 déterminant les conditions et la procédure d'octroi de l'équivalence des titres, diplômes et certificats d'études supérieures délivrés à l'étranger.
- l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 septembre 2016 fixant la condition peu aisée des candidats à une allocation d'études ainsi que les critères servant à déterminer les montants des allocations d'études ;
- l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 août 2017 pris en application de l'article 111, § 2, 1<sup>o</sup>, du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études
- le décret du 21 février 2019 fixant l'organisation de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles

tels que modifiés le cas échéant, ainsi que les circulaires ministérielles prises en applications desdits lois, décrets et arrêtés.

## **SECTION 1 - GÉNÉRALITÉS**

**Art. 1.** - La communauté de l'asbl Haute École Galilée (HEG) est constituée par des personnes physiques, à savoir : les membres du Pouvoir organisateur de l'asbl, les membres de son personnel directeur et enseignant, administratif, auxiliaire d'éducation et ouvrier, ainsi que les étudiants régulièrement inscrits.

**Art. 2.** - La HEG organise quatre départements : social, économique, paramédical et pédagogique ; elle comporte également deux types : le type long (TL) dans le département social, et le type court (TC) dans les départements économique, paramédical et pédagogique.

**Art. 3.** - Chacun des membres et des organes de la communauté doit veiller au bon fonctionnement de la Haute École et à sa réputation.

**Art. 4.** - Les droits et les obligations des membres sont ceux qui découlent, selon qu'ils les concernent, des lois, décrets, arrêtés, directives et règlements officiels imposés par les pouvoirs publics, ainsi que des divers statuts et règlements généraux ou spécifiques de HEG et des principes déontologiques.

**Art. 5. §1.** - La HEG est affiliée à la Fédération de l'Enseignement supérieur catholique. Cette adhésion se comprend dans l'esprit de la charte de la Haute École qui figure dans son Projet pédagogique, social et culturel.

**§2.** - La HEG offre un enseignement supérieur de qualité à dimension européenne et internationale. A cet effet, elle favorise la signature d'accords de collaboration académique avec de nouveaux partenaires belges et étrangers, à l'instar de ceux déjà signés par ses différents départements ou, en son nom propre, avec notamment l'UCL et l'ULB.

## **SECTION 2 - STRUCTURES DE DÉCISION ET DE GESTION**

## ASSEMBLÉE GÉNÉRALE (AG)

**Art. 6.** - L'AG est le Pouvoir Organisateur (PO) de la Haute École. A ce titre elle exerce l'ensemble des compétences qui lui sont reconnues par la loi et les statuts.

## AUTORITÉS DE LA HAUTE ÉCOLE

**Art. 7.** - Dans les Hautes Écoles subventionnées par la Communauté française, les autorités sont les instances qui sont habilitées, soit par le pouvoir organisateur des Hautes Écoles non constituées sous forme de personnes morales, soit statutairement, soit par délégation, à exercer les compétences liées à l'organisation de l'enseignement qui leur sont attribuées par les Décrets du 7 novembre 2013 et du 21 février 2019.

Dans la HEG, ces autorités sont pour ce qui les concerne : le Conseil d'administration (CA), le Collège de direction (CDir) et les directeurs de département.

## CONSEIL D'ADMINISTRATION (CA)

### COMPOSITION

**Art. 8. § 1.** - Le CA est composé de 20 membres nommés par l'AG et en tout temps révocables par elle. Il comprend quatre groupes :

- 1° sept personnes, proposées par le département dont elles émanent, parmi lesquelles trois personnes attachées au type long, trois attachées chacune à un département du type court, et une attachée à l'un des départements du type court ;
- 2° les quatre directeurs de département qui, par leur désignation à cette fonction par l'AG et leur acceptation, acquièrent la qualité d'administrateur pour la durée de leur mandat ;
- 3° cinq délégués du personnel nommés à titre définitif dans la Haute École, élus par leurs pairs, dont deux attachés au type long et trois attachés chacun à l'une des trois départements du type court (article 32 du décret du 21 février 2019).

Pour ces trois groupes, le mandat est de cinq ans renouvelable. En cas de vacance d'un poste d'administrateur en cours de mandat, il sera pourvu à son remplacement pour la durée du mandat restant à accomplir ;

- 4° quatre étudiants élus par leurs pairs, représentant chacun un département. Leur mandat est d'un an renouvelable.

Le CA désigne parmi ses membres, par vote public, un président et un vice-président, attachés chacun à un type différent, et ayant l'un et l'autre qualité de membre de l'AG. Le secrétaire du Conseil est le directeur-président du Collège de direction assisté par le responsable de la gestion juridique et administrative de la Haute École qui assiste aux réunions sans voix délibérative.

Le CA peut à la majorité des membres décider de compléter sa composition par l'invitation de membres non statutaires, présents en raison de leur compétence ou de leurs responsabilités au sein de la Haute École. Ces personnes sont invitées sans voix délibérative.

### COMPÉTENCES

§ 2. - Le CA est l'organe de gestion de la Haute École. Il a les pouvoirs les plus étendus pour l'administration et la gestion de celle-ci ; sa responsabilité s'exerce notamment dans la tenue des documents officiels, dans la gestion des ressources matérielles et humaines ainsi qu'en matière d'organisation des études. Sont seuls exclus de sa compétence les actes réservés par la loi ou les statuts à celle de l'AG ou des autres organes de HEG. Cependant, le président ou le vice-président, au nom des intérêts du type auquel il est attaché, peut faire appel de toute décision du CA devant l'AG, dans un délai de dix jours calendrier après la réunion du CA. Dans ce cas, la décision du CA est suspendue jusqu'à décision de l'AG (*article 13 des statuts*).

#### MODALITÉS DÉCISIONNELLES

§ 3. - Les décisions du CA sont prises à la majorité absolue de ses membres présents ou représentés, la voix du président étant, en cas de partage, prépondérante. Le CA ne peut statuer que si la majorité des membres est présente ou représentée (*article 12 des statuts*).

#### COLLÈGE DE DIRECTION (CDIR)

**Art. 9 § 1.** - Le Collège de Direction est composé des directeurs de département et du directeur-président qui le préside. Le secrétariat du Collège de direction est assuré par le responsable de la gestion juridique et administrative de la Haute École qui assiste aux réunions sans voix délibérative.

Le Collège de direction décide de compléter sa composition de manière permanente par l'invitation de membres non statutaires, présents en raison de leur compétence ou de leurs responsabilités au sein de la Haute École, dans le respect des équilibres prévus dans les statuts de l'asbl HEG. Ces personnes disposent d'une voix consultative.

Preennent part au Collège de direction les directeurs adjoints désignés en application de l'article 24 du décret du 21 février 2019 avec voix consultative.

#### COMPÉTENCES

§ 2. - Le CA délègue la gestion journalière de l'association au Collège de Direction. L'usage de la signature afférente à la gestion journalière est confié au directeur-président du Collège de direction ou à son délégué. Cependant, sans préjudice des dispositions ministérielles, ce qui, dans cette gestion journalière, concerne un seul département relèvera ordinairement du seul directeur de ce département, conformément aux indications du règlement général, appel pouvant être fait devant le Collège de direction.

#### MODALITES DÉCISIONNELLES

§ 3. - Les décisions du Collège de Direction sont prises à la majorité absolue des voix des membres présents ou représentés.

§ 4. En cas de désaccord où un des types se sentirait lésé au sein du Collège de direction, un appel pourra être porté devant le Conseil d'administration.

#### DIRECTEUR-PRÉSIDENT

**Art. 10.** - Le directeur-président est désigné par le PO qui le choisit sur une liste issue du vote de l'ensemble des membres du personnel de la Haute école, parmi les trois premiers candidats selon les modalités prévues à l'article 20 du décret du 21 février 2019. Il doit être attaché à un autre type que le président du CA.

Le directeur-président exerce notamment les missions essentielles suivantes :

- détient l'usage de la signature afférente à la gestion journalière, sans préjudice de l'article 9 § 2 du présent règlement ;
- est chargé en tant que chef d'établissement, de l'application des lois, décrets, arrêtés et circulaires des Ministères qui interviennent dans l'organisation de HEG ; il assure la coordination des services de gestion et d'administration ;
- assure la représentation de la Haute École à l'extérieur et auprès des instances administratives ;
- anime le CDir et assure le secrétariat du CA et de l'AG ;
- signe les diplômes et les suppléments aux diplômes ;
- est chargé de l'engagement du personnel de HEG sur proposition du directeur du département concerné. Il signe les contrats et communique au CA les mouvements de personnel en début d'année académique ;
- assure la présidence du Conseil social et du Conseil pédagogique sauf délégation décidée en CDir;
- peut assumer une charge d'enseignement à hauteur de 2/10 de charge.

La fonction sera définie précisément dans une lettre de mission qui s'inscrit dans le cadre du profil de fonction qui aura servi à l'appel à candidatures. Cette lettre de mission est co-construite par le pouvoir organisateur et le directeur-président. Elle fixe individuellement les objectifs à atteindre et peut prévoir un plan individuel de formation (articles 12 à 14 du décret du 21 février 2019).

## DIRECTEUR DE DEPARTEMENT

**Art. 11.** - Le directeur de département est nommé par l'AG qui le choisit sur une liste issue du vote des membres des personnels du domaine ou du département d'études concerné.

Le directeur de département :

- est responsable de la gestion journalière de son département dans les limites de son enveloppe budgétaire ;
- a un mandat d'animation au sein de son département selon le projet éducatif propre à celle-ci ;
- est chargé de proposer au directeur-président l'engagement du personnel de son département, dans les limites de son enveloppe budgétaire et cosigne les contrats de son département ;
- préside les délibérations des jurys de son département ;
- assure, éventuellement avec l'aide d'un adjoint, l'administration et la gestion financière ordinaire et extraordinaire de son département. Il propose chaque année au CDir le budget ordinaire de son département à son examen les comptes de l'année écoulée ;
- préside, s'il échet, le Comité pour la prévention et la protection du travail (CPPT) ;
- peut déléguer tout ou partie de ses compétences.

La fonction sera définie précisément dans une lettre de mission qui s'inscrit dans le cadre du profil de fonction qui aura servi à l'appel à candidatures. Cette lettre de mission est co-construite par le pouvoir organisateur et le directeur-président. Elle fixe individuellement les objectifs à atteindre et peut prévoir un plan individuel de formation (articles 12 à 14 du décret du 21 février 2019).

## SECTION 3 - STRUCTURES DE PARTICIPATION ET DE CONCERTATION

### CONSEIL PÉDAGOGIQUE (CPéda)

**Art. 12. § 1.** - Il est composé de 15 membres dont au moins un tiers de membres représentant le personnel et au moins un tiers de membres représentant les étudiants. La durée des mandats est de cinq ans pour les délégués du personnel et d'un an pour les délégués des étudiants.

**§ 2.** Le CPéda est consulté par le CA et par le CDir sur toutes les questions concernant l'utilisation des moyens pédagogiques (cfr art 32 décret du 21 février 2019)

**§ 3.** Le CPéda se réunit, sur convocation du président, au moins deux fois par an. Tous les membres ont voix délibérative.

### CONSEIL SOCIAL (CSoc)

**Art. 13. § 1.** - Il est composé de dix membres dont cinq délégués par le personnel et cinq délégués par les étudiants à raison, dans chaque groupe, de un par département de type court et deux pour le département de type long (cfr ROI du Conseil social). La durée des mandats est de quatre ans pour les délégués du personnel (cfr ROI du Conseil social) et d'un an pour les délégués des étudiants.

**§ 2.** - Le CSoc est consulté par le CA et par le CDir sur toute question relative aux conditions matérielles et sociales des étudiants. Il lui revient en outre de gérer les fonds disponibles pour les besoins sociaux des étudiants en fonction des critères d'octroi qu'il a établis.

**§ 3.** - Le CSoc se réunit, sur convocation de son président, au moins trois fois par an ou à la demande d'au moins un quart des membres. Les directions de département sont invitées sans voix délibérative (cfr ROI du Conseil social).

### CONSEIL DE DEPARTEMENT (CDEP)

**Art. 14. - § 1.** - Le nombre de membres du Conseil de département est laissé à l'appréciation du directeur de département, mais doit comporter au minimum un quart de membres représentant le personnel et un cinquième de membres représentant les étudiants. Il est présidé par le directeur de département ou son délégué.

**§ 2.** - Le Conseil de département a pour mission principale d'émettre des avis de sa propre initiative ou à la demande du CA sur des questions concernant le département conformément à l'article 26 du décret du 21 février 2019.

### CONSEIL DES ÉTUDIANTS (CEHEG)

**Art. 15. § 1.** - Le CEHEG est créé par les étudiants de HEG et est composé de sept membres au moins, élus chaque année, par et parmi les étudiants de la Haute École, dont au moins un par

département, à la suite d'un vote auquel participent au moins 20 % des étudiants. Si un tel quorum ne peut être atteint après deux tours d'élection, les étudiants classés en ordre utile sont nommés gestionnaires du CEHEG pour une durée d'un an sans représentation au niveau communautaire. Les élections sont organisées par le CEHEG au sein de chaque département.

Le CEHEG propose les membres siégeant dans les organes de la Haute École, choisis dans l'établissement et prioritairement en son sein. Au CA, les représentants des étudiants doivent être choisis au sein du CEHEG et parmi ceux ayant réussi leur première année d'études ; ils doivent être représentatifs de tous les départements.

**§ 2.** - Le CEHEG a pour missions:

- de représenter tous les étudiants de la Haute École;
- de défendre et de promouvoir les intérêts des étudiants de la Haute École, notamment sur toutes les questions relatives à l'enseignement, à la pédagogie et à la gestion de leur Haute École;
- de susciter la participation active des étudiants de la Haute École en vue de leur permettre de jouer pleinement leur rôle de citoyen actif, responsable et critique au sein de la société et de leur Haute École;
- d'assurer la circulation de l'information entre les autorités de la Haute École et les étudiants.
- d'assurer la continuité de la représentation, notamment par la participation à la formation des représentants étudiants;
- d'informer les étudiants sur leurs droits, sur la vie de la Haute École et sur les possibilités pédagogiques qui leur sont offertes.

En outre, le CEHEG peut, d'initiative, émettre un avis ou une proposition concernant directement les étudiants et toutes les matières relevant de la gestion et de l'enseignement dispensé par la Haute École.

**§ 3.** - Les autorités de la Haute École mettent à la disposition du CEHEG un local et des moyens matériels propres et nécessaires à la réalisation de ses missions.

**§ 4.** - La part des subsides sociaux alloués à la Haute École, qui couvrent les besoins sociaux en moyens financiers du CEHEG est fixée à 10 euros indexés par étudiant.

**§ 5.** - Les étudiants ont accès dans les mêmes conditions que les autres membres des organes dont ils font partie, aux documents nécessaires à l'exercice de leur mandat.

Les représentants du CEHEG ne peuvent pas subir de sanction pour les actes posés du fait et dans le cours de l'exercice de leur mandat.

## FONCTIONNEMENT DES INSTANCES ET DEVOIR DE RÉSERVE

**Art. 15bis.** - Sans préjudice des libertés d'opinion et d'expression, les débats au sein des instances de participation et de concertation s'inscrivent dans une démarche de confiance mutuelle fondée sur les principes de loyauté, de discrétion, de discernement et d'observation d'un devoir de réserve.

Ces principes ont pour but d'assurer et de maintenir le bon fonctionnement des instances de participation et de concertation de la Haute École, conditions de l'efficacité et de l'honnêteté des débats, de la solidarité entre les composantes institutionnelles, de la loyauté entre les personnes.

Le mandataire, le délégué, le représentant a l'obligation de ne pas nuire à la bonne marche des institutions de la Haute École et à celle des Conseils auxquels il participe. Le processus démocratique initié au travers de ces organes implique le respect du débat avec les interlocuteurs présents dans ces instances ainsi que le respect des décisions prises dans ce cadre.



Le devoir de réserve impose de s'exprimer de manière mesurée, de s'abstenir de toute expression outrancière, bravache, partisane, déloyale, dénigrante, hâtive ou infondée, que ce soit oralement ou par écrit, dans ou hors des réunions, et de conserver en toutes circonstances une distance critique par rapport aux débats, aux passions individuelles ou de groupe, aux intérêts particuliers. Cette prudence s'applique également à la communication électronique (mails, blogs, réseaux sociaux...).

## SECTION 4. PROTECTION CONTRE LA VIOLENCE ET LE HARCÈLEMENT AU TRAVAIL

**Art. 16.** - La violence et le harcèlement moral et sexuel sont une source de souffrance humaine pour les personnes. Elles sont, à ce titre, incompatibles avec les valeurs prônées par la Haute École. Elles constituent une violation de la loi du 11 juin 2002. On entend par :

- violence au travail : toute situation de fait où un travailleur ou toute autre personne assimilée est persécuté, menacé ou agressé psychiquement ou physiquement lors de l'exécution de son travail ;
- harcèlement moral au travail : tout comportement abusif et répété, d'origine externe ou interne à l'institution, ayant pour objet ou effet de porter atteinte à la personnalité, la dignité ou l'intégrité physique ou psychique du travailleur ou de toute autre personne assimilée. Tout acte mettant en péril leur emploi ou de nature à créer un environnement intimidant, hostile, dégradant, humiliant ou offensant, constitue également un cas de harcèlement au travail au sens de cette loi. Une telle conduite peut se manifester tant par des comportements, des paroles, des intimidations, des actes, des gestes ou encore des écrits unilatéraux.
- harcèlement sexuel au travail : toute forme de comportement verbal, non-verbal ou corporel de nature sexuelle survenant au travail, dont celui qui s'en rend coupable, sait ou devrait savoir qu'il affecte la dignité de femmes ou d'hommes sur les lieux de travail.

**Art. 17.** - Tout travailleur ou personne assimilée qui est victime d'un des comportements visés ci-dessus peut s'adresser à la personne de confiance désignée, au conseiller en prévention spécialisé dans les aspects psychosociaux du travail, ou à l'inspection CBE (contrôle du Bien Être au travail), dont la liste et les coordonnées de contact, arrêtées par le CA, figurent ci-après. Il dispose également du droit de déposer une plainte motivée selon les conditions et modalités fixées par la loi.

En collaboration avec le CPPT, la direction prend les mesures de prévention nécessaires pour protéger les travailleurs et s'engage à faire examiner les plaintes motivées avec sérieux, rapidité, impartialité et dans la plus stricte confidentialité et à prendre les mesures appropriées.

Sans préjudice de tout dommage et intérêt ou d'une action pénale, toute violation par le travailleur de ses obligations ou tout usage abusif de la procédure de plainte peut conduire l'employeur à prendre à son égard des mesures appropriées ou des sanctions spécifiques, telles que éventuellement les sanctions disciplinaires prévues par l'article 149 et suivants du Décret du 24 juillet 1997, fixant le statut du personnel directeur et enseignant, et du personnel auxiliaire d'éducation des Hautes Écoles organisées ou subsidiées par la Communauté française.

**Art. 18.** - Les personnes de confiance sont :

CALISIR Tugba\_  
COPETTI Luca

[tugba.calisir@galilee.be](mailto:tugba.calisir@galilee.be)  
[luca.copetti@galilee.be](mailto:luca.copetti@galilee.be)

02 512.90.93  
02/512.90.93

Le conseiller en prévention interne est :

| KRONFELD Noémi\_ [noemi.kronfeld@galilee.be](mailto:noemi.kronfeld@galilee.be) 02 613 19 32

Le conseiller en prévention spécialisé dans les aspects psychosociaux du travail  
CESI [psychosocial@cesi.be](mailto:psychosocial@cesi.be) 02 761 17 74

Le service du bien-être au travail est joignable au SPF Emploi, Travail et Concertation sociale :

| Direction régionale de Bruxelles\_ [cbe.bruxelles@meta.fgov.be](mailto:cbe.bruxelles@meta.fgov.be) 02 233 45 46